

DOC ID	GEN_PUB_01
LANGUE	FRANÇAIS
ORIGINAL	Anglais
Approuvé	



Comité des questions d'actualité Projets de déclarations 4 juin 2018

La Conférence des Eglises européennes (KEK) a été créée en tant que communauté fraternelle d'Eglises après la période de destruction et d'affrontements entre les pays et les populations de la Deuxième Guerre mondiale. Appelées par le Christ à être des bâtisseuses de ponts, les Eglises européennes portent un témoignage œcuménique et politique crucial en faveur de la réconciliation et de la paix, au nom du pouvoir de réconciliation de l'amour de Dieu.

Nous nous sommes réunis à Novi Sad, en Serbie, pour des raisons historiques, en cet endroit où des ponts ont été détruits par les armes il n'y a qu'une vingtaine d'années et où on a encore besoin de réconciliation. Nous sommes fidèles à notre mission en Europe, qui consiste à surmonter les divisions qui perdurent: entre l'Est et l'Ouest, entre les pays membres et non-membres de l'UE, entre le Nord et le Sud, entre les cultures, les nations, les minorités et les majorités; nous affirmons notre engagement en faveur de la justice et de la paix, tout comme nous nous sommes engagés dans la Charta **Oecumenica**.

Nous sommes convaincus que le Pèlerinage de justice et de paix du Conseil œcuménique des Eglises constitue un modèle inspirant du mouvement œcuménique.¹ Avec ses programmes, la KEK constitue l'expression européenne la plus complète de cette vision et de cette action œcuméniques.²

Nous avons entendu les jeunes et leur mise en demeure de nous engager en faveur de politiques durables et justes. Comme eux, nous insistons sur les Objectifs durables du développement (SDG) et leur intégration dans la vie et les activités de la Conférence des Eglises européennes.

En vue de témoigner fidèlement dans l'Europe actuelle, nous entendons mettre plus particulièrement l'accent sur les défis mentionnés ci-dessous.

Justice économique et climatique

L'augmentation des émissions de dioxyde de carbone à la suite de l'industrialisation des pays les plus riches s'est traduite par la dégradation de l'environnement et le réchauffement climatique dans le monde. Tous sont affectés par ce changement, dû au réchauffement mondial, mais de nos jours, ce sont les plus pauvres qui souffrent le plus, obligés de s'adapter à une météo extrême, à la pénurie de nourriture et à la perte des

¹ Le Conseil œcuménique des Eglises, expression de la communauté chrétienne mondiale, appelle les Eglises de partout à cheminer ensemble, à envisager leur vie commune, leur parcours de paix, leur chemin de foi comme un élément du pèlerinage de justice et de paix, et à se joindre aux autres pour célébrer la vie et prendre des mesures concrètes pour lutter contre les injustices et la violence.

<https://www.oikoumene.org/en/what-we-do/pilgrimage-of-justice-and-peace>

² KEK, De Budapest à Novi Sad, Rapport du secrétaire général, p. 23

terres. Il est injuste que ceux qui ont contribué le moins au changement climatique en souffrent le plus.

De nos jours, nous continuons à exploiter sans mesure les ressources et à contribuer au changement climatique. Nous devons modifier nos systèmes de consommation et de production pour lutter contre ce changement, tout en réduisant radicalement les émissions de gaz de serre, en mettant l'accent sur l'utilisation des énergies vertes et en limitant fortement le recours aux combustibles fossiles.

L'«effet de retombée» de la politique économique dont beaucoup avancent qu'il justifie le système économique actuel et qui est censé libérer les gens de la pauvreté s'est en fait traduit par un déferlement qui a vu les riches devenir plus riches, dans un climat d'augmentation constante des inégalités sociales.

Comme l'écrit Jonathan Raban, «l'abondance n'est pas le pendant biblique de la pauvreté, ce qui l'est, c'est la satisfaction des besoins.»³ L'une des priorités de notre époque consiste à élaborer une théologie publique de la satisfaction des besoins qui écoute attentivement les voix de ceux que le changement climatique a marginalisés et appauvris. Nous devons apprendre à dire «assez!». Nous avons édifié un système économique qui asservit les gens, est incapable de démanteler les structures injustes et dégrade peu à peu l'environnement dont nous dépendons tous, et nous continuons à en être complices.

Jésus nous enseigne que nous devons nous soucier «des plus petits», mais nos activités industrielles ont le plus grave effet négatif sur les plus pauvres et les moins aptes à se défendre contre les conséquences de ces activités nocives.

Nous devons admettre que notre activité économique pourra mettre fin à toute existence humaine supportable sur cette terre, à moins que nous ne choisissons une autre voie. Il est généralement admis que près de 50% de toutes les espèces et de leurs habitats pourraient disparaître définitivement de la planète pendant la durée de vie de nos contemporains.

Eléments cruciaux

- Nous devons utiliser les Objectifs durables du développement (SDG) pour renforcer les efforts dans les domaines de la justice économique et écologique, en espérant créer un avenir durable où personne ne reste sur le carreau.
- Nous devrions écouter les voix des marginalisés, de ceux qui ressentent directement les effets de notre consommation excessive qui affecte les ressources, les gens et l'environnement. Nous pourrions dire: «Béni soit l'esprit des pauvres», car la sagesse de ceux qui ont fait l'expérience de conditions de vie difficiles doit influencer et transformer nos habitudes.
- Nous voulons soutenir les Eglises dans leur lutte contre le changement climatique au niveau local. Cela peut se faire de plusieurs manières: renforcer le Réseau chrétien européen pour l'environnement (ECEN) où elles peuvent s'encourager mutuellement; prendre des initiatives pour réduire les émissions de carbone; recourir aux banques équitables; élaborer du matériel de culte qui insiste sur notre responsabilité de protéger la terre.
- Nous voulons nous faire entendre aux niveaux national et régional sur les questions relatives au changement climatique, en renforçant les efforts au niveau européen, et défendre ces causes en collaboration avec d'autres milieux, dont le Conseil œcuménique des Eglises (COE).
- Nous voulons inciter les pays européens, en faisant pression sur eux, à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris de 2015 qui va favoriser des politiques équitables en matière de changement climatique.

³ Raban Jonathan, «Counterblast», réponse au «sermon sur la montagne» de Margaret Thatcher, 1988

- Nous voulons favoriser la justice intergénérationnelle, pour refléter la richesse des ressources humaines de nos Eglises et faire en sorte d'équilibrer les compétences des différents groupes d'âge dans les activités de la KEK.
- Nous voulons plaider au niveau européen la cause du changement du système économique en faveur d'une économie différente et durable, comme nous l'avons déjà fait par le passé, d'entente avec le COE.

Sécurité, armements et non-violence

La sécurité et la politique de l'UE

«Et ils vivront en sécurité» (Michée 5,4). La sécurité est un besoin humain essentiel. Chacun aspire à la sécurité et en a besoin, que ce soit la sécurité personnelle, sociale ou politique. La communauté internationale a élaboré une conception de la sécurité qui englobe la sécurité individuelle et commune, locale et mondiale, car elles dépendent toutes les unes des autres. Cela implique de reconnaître et de comprendre que notre vulnérabilité et celle des autres sont la condition préalable à une conception plus profonde de la sécurité.

Pour affronter nos inquiétudes et notre sécurité précaire, nous devons renforcer nos racines spirituelles, comprendre les besoins des autres et avoir conscience de la fragilité de la vie humaine et des écosystèmes. Nous sommes invités à marcher sur les traces de Jésus, qui a vécu constamment dans l'insécurité mais est demeuré fermement ancré dans sa foi en Dieu qui le garde et l'abrite, dans la vie et dans la mort. Nous sommes invités à avoir confiance dans l'affirmation que le Royaume de Dieu est présent «maintenant mais pas encore» et sommes appelés à pratiquer la justice, la paix et la réconciliation.

Nous observons avec une profonde inquiétude l'évolution de la situation aux niveaux européen et international. Les conflits armés, la terreur, l'effondrement des infrastructures et de la culture augmentent, et avec eux la justification des recherches sur les armements, de leur développement, de leur production, de leur exportation, ainsi que des interventions militaires. C'est souvent au nom de la sécurité qu'on discute de ces questions, notamment en ce qui concerne le terrorisme, la défense nationale et la protection des frontières européennes.

La proposition de créer un Cadre financier pluriannuel 2021–2027, en train d'être discutée par la Commission européenne, va renforcer cette tendance: en effet il comporte la proposition de mettre en place un «instrument externe» unique au lieu de 12 budgets consacrés notamment au développement, à la Politique européenne de voisinage, aux droits de l'homme et à la démocratie, à l'Instrument contribuant à la stabilité et la paix (IcSP), à l'aide humanitaire et à la Politique étrangère et de sécurité commune. Ce budget devrait «mettre l'accent sur la migration».⁴ En outre, la proposition en vue du nouveau Fonds «asile, migration et intégration» met encore plus fortement l'accent sur la sécurité aux frontières extérieures de l'Europe.

Tout cela risque de menacer les objectifs de l'action extérieure de l'UE pour les réorienter vers des priorités internes, comme le contrôle des frontières et de la migration. Avec la création de ce nouvel instrument unique, on risque de voir disparaître la visibilité de l'UE et sa capacité à édifier la paix, à prévenir les conflits civils et à encourager la réconciliation.

Éléments cruciaux

⁴ https://ec.europa.eu/commission/news/eu-budget-future-2018-may-02_en

- Nous voulons suivre de près, avec nos Eglises membres, les prises de décisions dans le domaine de la politique de sécurité et protester auprès des gouvernements et des institutions européennes contre les plans visant à détourner des fonds de l'UE à de telles fins.
- Nous voulons faire mieux entendre la voix de la KEK contre la militarisation croissante de l'UE et plaider en faveur d'une conception et d'une pratique de la justice et de la paix à tous les niveaux – sécurité nationale, sécurité européenne, sécurité mondiale.
- Nous voulons développer des stratégies en vue de l'édification de ponts face aux dangereux stéréotypes opposant «l'Ouest» (UE, USA) à «l'Est» (Russie, Iran).
- Nous voulons redoubler d'efforts pour faire admettre une perspective chrétienne de la sécurité qui mette l'accent sur la vulnérabilité et l'interdépendance humaines.
- Nous voulons suivre de près comment la base et la société civile œuvrent en faveur d'une sécurité durable par des moyens tels que l'édification de la paix, la prévention des conflits civils, le dialogue, la médiation et la réconciliation et le renforcement de la visibilité de l'UE en tant que pouvoir civil.

Production et exportation d'armes

Le développement, la production et l'exportation d'armes – au mépris des lois et du droit national, européen et international – est l'une des raisons majeures de l'éclatement et de la poursuite des conflits armés et de la guerre. Les industries de l'armement, les pays exportateurs et bien d'autres milieux encore profitent de ce commerce.

Les priorités mondiales sont claires: les dépenses d'armement sont plus élevées que jamais depuis la Deuxième Guerre mondiale et consomment 35 fois le coût total de tout le système des Nations Unies. Des sommes énormes sont consacrées à susciter et alimenter les tensions et les guerres, en Syrie, au Yémen et ailleurs, engendrant des tragédies humaines et des déplacements de populations à grande échelle. En 2017, les dépenses militaires dans le monde ont atteint 1739 milliards de dollars EU, dont 700 milliards de dollars dépensés par les Etats-Unis et 1000 milliards par les Etats membres de l'OTAN. Ainsi, le taux de dépenses militaires par rapport aux dépenses consacrées à la prévention des conflits est de 50'000 : 1.⁵ La Commission européenne prévoit de contribuer à cette tendance en consacrant des fonds à la recherche dans le domaine de la défense et au développement de la mobilité et de la capacité militaires, à raison de plus de 19 milliards d'euros pour la période 2021-2027.

Eléments cruciaux

- Nous voulons condamner toute poursuite de la recherche et de la production d'armes nucléaires.⁶
- Nous voulons élever la voix pour condamner cet épuisement des ressources financières consacrées à des services vitaux pour assurer la sécurité – éducation, soins aux enfants, logement, transports publics, infrastructures municipales, fonds de retraites, justice climatique et aide internationale à l'encouragement des capacités.
- Nous voulons encourager et soutenir les Eglises, les paroisses et autres milieux dans leur lutte contre l'augmentation de la production et du commerce des armes, dans leurs pays et à l'échelle mondiale.

⁵ <https://sipri.org/sites/default/files/2017-09/yb17-summary-eng.pdf>

⁶ C'est ce que le Conseil œcuménique des Eglises (COE), dans le cadre de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) a fait avec succès en faveur de la signature du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TPNW).

- Nous voulons mettre en garde contre le développement d'armes autonomes qui transfèrent l'utilisation et donc en principe la responsabilité d'engins mortels de l'être humain à la machine, mesure contraire à la morale et inacceptable.

Paix juste – non-violence

En collaboration œcuménique avec le COE, nous approfondissons notre compréhension des dimensions de la «paix juste» dans tous les aspects de notre vie personnelle et politique.⁷

Dans la Charta Œcumenica de 2001, les Eglises européennes affirment: «Nous nous engageons pour un ordre de paix, sur la base des solutions non violentes des conflits. Nous condamnons toute forme de violence contre les êtres humains, spécialement contre les femmes et les enfants.»⁸

Nous sommes conscients que même si les moyens violents sont gardés en réserve pour être utilisés en dernier ressort, leur seule existence influence la manière dont on planifie les opérations au début d'un conflit. Même dans des situations où aucune autre solution ne semble possible et où la violence est si endémique que l'appel à s'y opposer par davantage de violence se fait entendre parmi les victimes – et nous aurions parfois tendance à nous y joindre – nous persistons à recommander l'usage de moyens non violents à l'égard de tout être humain, moyens dont nous, qui sommes disciples du Christ, disposons en abondance.

Eléments cruciaux

- Nous voulons progresser vers la conception de la non-violence comme premier et dernier ressort. Cela signifie que toute option militaire devrait toujours être considérée comme le dernier ressort absolu.
- Nous voulons approfondir les discussions avec les Eglises et les institutions au sujet de l'application politique de la non-violence pour parvenir à une paix durable, comme la recherche a prouvé que c'est possible, préconiser l'examen des résultats de solutions non violentes en cas de conflit et les faire connaître.⁹
- Nous voulons continuer à approfondir la dimension théologique de la sécurité, de la vulnérabilité, de la souffrance, du martyr et de la non-violence active avec nos partenaires qui ont une longue expérience de la théologie et de la pratique de la non-violence (Société des amis, Eglise et paix).
- Nous voulons examiner comment les Eglises européennes, y compris les Eglises de paix historiques, peuvent encourager la non-violence et le discours théologique qui devrait être approfondi et poursuivi.
- Nous voulons créer un Groupe de travail sur la paix de la KEK, qui comprendra un projet de formation d'animateurs, en faisant appel aux compétences et expériences de nos Eglises membres en matière d'action et de théorie de la non-violence.
- Nous voulons préparer la Conférence sur la paix de Paris en 2019 en nous faisant entendre au sujet de la politique et de la législation de l'UE dans le domaine de l'armement, du désarmement et de la militarisation.

⁷ <https://www.oikoumene.org/en/resources/documents/assembly/2013-busan/adopted-documents-statements/the-way-of-just-peace>

⁸ Charta Oecumenica: Lignes directrices en vue d'une collaboration croissante entre les Eglises d'Europe.

⁹ Erika Chenoweth /Maria Stephan, *Why civil resistance works*. 2001

Etude de 323 "campagnes de résistance", violentes et non violentes, entre 1900 et 2006; 105 de ces campagnes étaient non violentes; par comparaison avec les campagnes violentes, les non violentes avaient deux fois plus de chances de réussir. Une campagne non violente sur quatre seulement a échoué, tandis qu'une campagne violente sur quatre (26%) a réussi.

Réfugiés et migration

Les mouvements et déplacement massifs de populations touchent toutes les Eglises membres de la KEK et les habitants de l'Europe, bien qu'à des degrés différents. Les conditions économiques, le changement climatique, le chômage des jeunes, etc. incitent beaucoup de personnes à quitter leur pays pour chercher une vie meilleure ailleurs. Les persécutions et les conflits forcent également des millions d'humains du monde entier à fuir pour chercher la sécurité dans les pays voisins, où ils passent souvent de longues périodes dans des camps de réfugiés et les pays acceptant de les accueillir. La majorité des réfugiés sont accueillis par les pays les plus pauvres.

Depuis 70 ans, la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) affirme que le droit à l'asile fait partie des droits de l'homme internationaux. Dans la Convention de Genève de 1951 et ses protocoles additionnels, les droits des réfugiés sont énoncés clairement, y compris l'accès à des prestations sociales égales à celles dont bénéficient les habitants du pays qui accorde sa protection.

Cette question concerne l'avenir de notre continent. Les crises qui se déclenchent hors de l'Europe engendrent un afflux de réfugiés, tandis que des milliers d'entre eux perdent la vie en mer du côté de Lampedusa et d'autres frontières de l'Europe, de l'est à l'ouest. La protection des droits des gens qui ont quitté leur foyer à cause de la guerre et arrivent en Europe dans l'espoir d'une vie meilleure oblige notre continent à se regarder en face et à réfléchir à son avenir, mais aussi à sa responsabilité et à sa place dans le monde.

La théologie de l'hospitalité holistique se fonde sur la position des habitants de Chios, qui considèrent les réfugiés comme l'image pleine et complète du Christ. C'est à la lumière de la Parole de Dieu que l'existence humaine acquiert sa valeur collective et individuelle. Le fait est que le premier véritable étranger n'est nul autre que le Christ lui-même.

Nous avons besoin de sociétés accueillantes, capables de mettre en place l'intégration interculturelle de personnes venues de traditions et de milieux divers. La politique migratoire actuelle, notamment telle qu'elle a été envisagée par le Sommet de Tampere en 1999, souligne que l'intégration est un processus réciproque et honore l'hospitalité comme une valeur cruciale. A l'heure actuelle, ces principes ont fait place aux contrôles aux frontières, aux retours forcés, à la tendance à considérer les migrants et les réfugiés sous l'angle de la sécurité et à les criminaliser. On risque de mettre en danger l'équilibre entre les procédures fondées sur les droits et la volonté de contrôler et de restreindre.

Il nous faut considérer cette réalité sous l'angle humain et passer de la crise de la solidarité à une politique de la migration inspirée par les droits de la personne et l'intégration sur une base culturelle.

Éléments cruciaux

- Nous voulons nous opposer à la politique de fermeture des frontières qui fait du passage de la Méditerranée l'une des voies migratoires les plus dangereuses (plus de 5000 personnes ont perdu la vie en 2016); nous allons continuer à commémorer ces morts.
- Nous souhaitons un accès sûr et légal à l'Europe, inspiré par les exemples positifs donnés par les Eglises d'Italie et d'autres pays qui ont facilité l'accès sûr à leur pays.
- Nous voulons faire pression en faveur de procédures d'asile équitables et justes, de l'accès garanti aux conseils juridiques et possibilités de recours, ainsi qu'en faveur de conditions de logement décentes et de la possibilité d'une participation sociale pendant la procédure d'asile déjà.

- Nous voulons soutenir les initiatives humanitaires de recherche et de sauvetage en mer et affirmer la responsabilité des gouvernements et de leurs institutions. Le sauvetage des vies doit avoir la priorité.
- Nous voulons nous élever contre la criminalisation de la solidarité avec les migrants sans papiers, par ex. en les aidant à avoir accès aux soins de santé ou à un logement.
- Les conditions d'accueil des réfugiés doivent être améliorées: les longues périodes de séjour dans les camps ou les centres de détention sont nuisibles au bien-être des personnes. Les Eglises sont disposées à apporter leur aide. Il importe que les gouvernements abaissent les obstacles mis aux activités des Eglises et des ONG en faveur d'un accueil convenable.
- Les procédures d'asile doivent être équitables et efficaces et leur accès doit être garanti et non pas rendu impossible par des exigences irréalistes à l'égard des requérants. Les Eglises d'Europe espèrent que la solidarité et le partage seront davantage pratiqués en Europe, tant à l'intérieur de l'UE qu'au-delà.
- Nous voulons prier instamment l'Europe de mettre en place une politique de réinstallation claire, concrète et ambitieuse, dans le respect des engagements qui assurent la protection de plus de personnes.
- Nous voulons lutter pour une politique du retour humaine qui prenne en compte le potentiel et les problèmes de chaque personne et crée des occasions de reconstruire la société; aux termes du droit européen, il est illégal d'obliger les gens à rentrer si leur retour présente un risque et de les refouler hors des frontières; ces pratiques doivent cesser.
- Nous voulons nous opposer à l'application généralisée des critères des pays tiers sûrs, tant en matière d'asile que de retour. Cette notion entraîne à tort la conviction que les procédures peuvent être écourtées lorsqu'il s'agit de pays réputés «sûrs», alors que les personnes peuvent encore subir des persécutions et courir des risques. Les difficultés causées par cette notion sont soulignées par le fait que les pays européens ne peuvent pas se mettre d'accord sur une liste de pays «sûrs».
- Nous appelons tous les Etats membres de l'UE et la Turquie à assurer la protection des réfugiés en Turquie et en Europe. Le respect des droits de toutes les personnes doit être assuré. Les réfugiés ne devraient jamais servir de monnaie d'échange.

Edifier l'Europe pour tous ses citoyens exige que nous donnions des signes d'espoir au lieu de susciter les craintes. Les politiques et la coexistence européennes ne devraient pas être dictées par la crainte mais par la volonté de créer des espaces de rencontres.

- Nous recommandons et approuvons une nouvelle fois la déclaration «N'ayez pas peur» de la Conférence de Lunteren de 2016, organisée par la Commission des Eglises pour les migrants en Europe, la Conférence des Eglises européennes, le Conseil œcuménique des Eglises et l'Eglise protestante des Pays-Bas.

L'intégration des réfugiés et des migrants dans la société européenne attire l'attention sur leurs croyances religieuses, notamment l'islam. Il est donc très important que le dialogue se poursuive et que les nouvelles communautés religieuses visibles soient incluses dans le dialogue avec les institutions européennes.

Pour que l'intégration réussisse, il est nécessaire qu'il s'agisse d'un processus réciproque qui inclue la population locale et les nouveaux arrivants, migrants et réfugiés. Tous devraient bénéficier d'informations et de formations pour entrer dans le dialogue interculturel et interreligieux, afin d'apprendre à se connaître et, par la suite, à s'apprécier mutuellement.

- Nous devons créer des sociétés inclusives, qui reconnaissent les diverses identités

linguistiques, religieuses et ethniques et donnent à chacun l'occasion de se former et de se créer une existence, quel que soit son milieu d'origine, sinon, nous risquons de voir croître la radicalisation.

- Nous voulons nous efforcer de pousser l'Europe à reconnaître la dignité de chaque personne en chaque réfugié, pour réaliser la vision d'Ephésiens 2,22: «C'est en lui que, vous aussi, vous êtes ensemble intégrés à la construction pour devenir une demeure de Dieu par l'Esprit.»

Droits des personnes

Les sociétés européennes sont fondées sur un cadre de valeurs et de droits de la personne. La liberté de religion ou de croyance est l'un de ces droits. Il est essentiel que chaque être humain soit traité de manière équitable et égale, sans distinction d'appartenance ethnique, de genre, de langue ni de religion. L'un des aspects essentiels de ce cadre est constitué par les textes assurant la protection juridique internationale. Il est évident que de nos jours les droits et la liberté des individus et des communautés sont violés.

L'édification d'une Europe pour tous les citoyens est aussi une tâche essentielle des Eglises européennes. La reconnaissance des droits politiques et civils, ainsi que des droits économiques et sociaux, est un principe central en vue d'une Europe durable.

Dans toute l'Europe, les minorités rom ont retenu l'attention des Eglises au cours des dernières années et un certain nombre de pays les ont reconnues comme minorités ethniques nationales. Si nous saluons ces progrès, les Eglises demeurent conscientes qu'une forte hostilité à l'égard de ces populations persiste dans les sociétés européennes.

Les Eglises et communautés religieuses font partie de la diversité européenne, même si les questions religieuses sont en général réglées au niveau national. Nous avons une tradition européenne de coexistence, fondée sur la jurisprudence favorable à une liberté religieuse plus ouverte et plus large. La Charta Œcumenica nous engage aussi au dialogue entre les Eglises majoritaires et minoritaires, pour œuvrer ensemble à la reconnaissance et au soutien mutuels.

Notre réunion à Novi Sad met en lumière des cas particuliers relatifs aux droits humains et à la liberté de religion ou de croyance. Le problème du Kosovo et de la Métochie¹⁰ est très complexe et implique le contrôle du commerce des armes, la protection de l'héritage culturel par les institutions de l'UE, l'engagement de soldats de l'ONU dans la prévention des conflits et l'ouverture d'un dialogue politique entre les autorités de Pristina et des représentants de la minorité orthodoxe serbe persécutée. Nous avons aussi entendu parler d'autres cas ailleurs en Europe qui montrent que ces préoccupations sont assez générales.

Nos Eglises soutiennent l'Eglise orthodoxe serbe et d'autres communautés religieuses au Kosovo et en Métochie, à Chypre, en Turquie et ailleurs et défendent leur droit à la liberté de religion ou de croyance, y compris le droit d'accès à leurs lieux saints et sanctuaires, le droit à la non-discrimination et d'autres droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels, ainsi que le respect du droit à la propriété.

Eléments cruciaux

- Nous voulons travailler à renforcer les droits humains et l'état de droit et veiller à la protection

¹⁰ UNSCR 1244

- de l'égalité, de l'équité et de la justice pour tous;
- de l'identité religieuse de tous les habitants de l'Europe, dans le respect de l'unité dans la diversité;
- des minorités religieuses et ethniques;
- de la liberté de croyance et de religion, droit essentiel pour tous.
- Nous encourageons les Eglises à travailler ensemble et à collaborer au sein de la KEK, de la CCME et d'Eurodiaconia en vue d'assurer que tous les Roms d'Europe jouissent de la justice et de la dignité.

Populisme

La KEK a été créée en réaction à une guerre engendrée par les excès du nationalisme. Les populations doivent avoir un lieu où elles sont chez elles et ont leurs racines, mais cela ne devrait pas entraîner la volonté d'exclure les autres. Les mouvements de droite et ethno-nationalistes extrêmes progressent partout en Europe et dans le monde. Les forces politiques, culturelles et économiques font que l'espace public est en train de perdre du terrain dans divers contextes. Le terme de populisme s'applique à toute une gamme de mouvements réactionnaires et exclusionnaires.

Le populisme exclusionnaire peut être considéré comme un symptôme de la crise de la démocratie et de l'injustice du système économique, mais c'est aussi un facteur qui contribue à cette crise (comme une roue qui tournerait dans la mauvaise direction). C'est ce que nous constatons en Europe aujourd'hui, avec la montée des partis populistes qui profitent des processus démocratiques pour accéder au pouvoir et se faire reconnaître. Cela conduit à la destruction des Etats démocratiques, dont les fondations sont mises en questions et sapées. L'une des méthodes des mouvements populistes consiste aussi à remettre en question l'un des piliers de la démocratie – les médias. En propageant de fausses nouvelles (*fake news*) ce mouvement crée sa propre vérité, qu'on a qualifiée de post-vérité (*post-truth*).

La rhétorique du mouvement populiste repose sur certaines revendications. Il affirme que la répartition du pouvoir et de la richesse est injuste et prétend être «la voix du peuple». Ce faisant, il peut accuser «les élites intellectuelle et économique» d'être à la source des «problèmes» de la société. L'extrémisme ethno-nationaliste peut ainsi monopoliser le discours public et profiter de la polarisation de la société.

«En suscitant un climat de post-vérité fondé sur la méfiance à l'égard des médias et d'autres voix critiques, on sape les bases de la société pour favoriser un pouvoir toujours plus patriarcal et autoritaire.»

La crainte fondamentale de l'ambiguïté et de la complexité inhérentes à la diversité est à la base du discours populiste ethno-nationaliste. Il débouche sur des politiques d'exclusion et l'exclusion réduit l'espace public; c'est là un problème que la KEK doit prendre très au sérieux.

Il est évident que la baisse du niveau de vie et l'augmentation du chômage, notamment des jeunes, contribuent à renforcer le nationalisme extrême et le populisme.

Les nouvelles technologies et les médias sociaux constituent de nouvelles formes de communication, mais nous voyons aussi les abus auxquels elles conduisent: citons par exemple l'utilisation par Cambridge Analytica des données de millions de personnes pour aider des partis et des mouvements populistes à renforcer leur pouvoir.

Comme toutes les autres institutions, les Eglises peuvent être influencées par le discours populiste, mais elles doivent être capables de voir au-delà de ce raz-de-marée qui submerge la société pour garder la vision éternelle de ce qu'elles sont.

Eléments cruciaux

- Nous voulons mettre le populisme en tête de nos préoccupations. Être l'Eglise, c'est faire partie de la communion mondiale des Eglises, qui dépasse les frontières de l'appartenance ethnique et des nations.
- Nous voulons jeter sur nous-mêmes un regard critique pour comprendre en quoi nous sommes différents de la société dans laquelle nous agissons. Sommes-nous différents des structures patriarcales, autoritaires, discriminatoires ou exclusionnaires? Sommes-nous une Eglise qui encourage la pleine participation de tout être humain?
- Nous voulons encourager les Eglises d'Europe à être une force d'union au sein des communautés locales et des régions en offrant des espaces sûrs où tous puissent jouer un rôle, sans considération de nationalité, de religion, de genre ou d'opinion politique. Le dialogue devrait toujours être la procédure à appliquer lorsque surgissent des conflits.
- Nous voulons créer des partenariats, d'entente avec les Eglises membres, avec d'autres acteurs de la société civile qui partagent nos valeurs et nos engagements, créer des réseaux et, dans ce cadre, des espaces de rencontres œcuméniques et interreligieux qui permettent de jeter des ponts pour lutter contre le populisme.
- Nous voulons encourager plus particulièrement la participation des jeunes, car en leur accordant l'attention qu'ils méritent aujourd'hui, nous jetons des bases favorables pour l'avenir.
- Nous refusons de croire à la post-vérité de quelque manière que ce soit et d'affirmer que la vérité n'existe pas. En tant qu'Eglises, nous sommes constamment à la recherche de la signification de la vérité pour notre témoignage en faveur de la justice et de la paix, dans la fidélité aux paroles de Jésus: «Je suis le chemin et la vérité et la vie.» (Jn 14,6)

Famille

Chaque personne recèle en elle des valeurs et des convictions morales, souvent acquises au sein de la famille. Une famille chrétienne devrait être l'abri où on apprend à aimer, à se soucier des autres, à se soutenir, à faire preuve de compassion, à offrir l'hospitalité, à être attentifs aux souffrances, tout en pratiquant un certain style de vie étroitement lié à tous les êtres humains et à l'ensemble de la création de Dieu. Un tel style de vie profondément chrétien a des conséquences, notamment pour l'engagement anticolonialiste et écologique. Les simples pratiques quotidiennes de l'amour, qui peuvent être enracinées dans les expériences positives de la vie de famille, peuvent sembler sans importance, mais elles ont un effet au niveau mondial. La foi chrétienne peut aider les familles à agir au niveau civique. Les enfants devraient grandir en devenant capables de participer pleinement à une communauté qui soutient les valeurs européennes fondamentales et qui lutte en faveur de tout ce qui peut promouvoir la croissance et le progrès spirituels.

Le chemin vers la justice et la paix peut commencer à la maison et se poursuivre à l'extérieur pour aller vers des communautés tout entières. Les cercles croissants de la formation sont entretenus par les dons et l'amour des autres, qui se trouvent intégrés dans ce que nous appelons «la famille». Ou, comme le dit le Christ dans l'Evangile de Luc, le Royaume des cieux est en nous.

Nous ne devons pas sous-estimer l'importance de cette conception de la famille pour le destin de nos sociétés. La vie de famille est essentielle au bien-être de tout humain. Il est donc inacceptable que ce droit soit nié ou violé pour nombre de personnes – requérants d'asile, réfugiés, personnes sans protection, mineurs non accompagnés et migrants.

Nous constatons avec grande inquiétude les efforts en vue de limiter les droits à l'unité et au regroupement de la famille dans de nombreux pays européens. Cela se fait, par exemple, en imposant des délais d'attente supplémentaires aux membres de la famille de personnes qui jouissent d'une protection internationale, en ralentissant le regroupement familial des requérants d'asile prévu par les accords de Dublin jusqu'au-delà des délais fixés ou en exigeant des compétences linguistiques irréalistes de la part de ceux qui veulent rejoindre leurs familles. De tels efforts contredisent la conviction chrétienne que la famille occupe une place centrale et que le droit à la vie de famille est ancré dans l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Cette manière de prolonger la séparation des familles a de graves conséquences sur le bien-être de leurs membres, notamment sur les plus vulnérables comme les mineurs non accompagnés, les mères seules et les malades et les personnes âgées qui dépendent du soutien de leurs familles.

Éléments cruciaux

- Instaurer le dialogue sur les conditions et les comportements qui prévalent actuellement dans la vie des familles des Eglises membres, sans oublier la justice à l'égard des genres.

Conclusion

L'Assemblée donne mandat à la Conférence des Eglises européennes d'examiner comment mettre en œuvre ces engagements dans la vie et le témoignage des Eglises.

Face à ces défis, nous avons besoin les uns des autres pour former une communauté forte, parlant d'une seule voix, agissant dans la solidarité et priant ensemble:

Nous nous tournons vers toi, notre Dieu, qui veux nous rassembler tous sous ton aile protectrice.

Nous te prions:

Donne-nous la volonté d'œuvrer pour la paix,

Aide-nous à édifier des sociétés pacifiques et ouvertes à tous,

Inspire les puissants de ce monde à mettre fin à la corruption, aux abus de pouvoir, aux trafics et à la torture.

Transforme les responsables du crime organisé,

Mets fin au réarmement et au commerce des armes.

Montre-nous comment, en tant qu'Eglises, nous pouvons encourager la paix entre les humains issus de groupes différents.

Loué sois-tu, toi qui apportes la paix que nous ne pouvons pas instaurer par nous-mêmes.

Car c'est à toi qu'appartiennent la puissance et la gloire.

(Lc 13,34)¹¹

¹¹ Prière en rapport avec les Objectifs durables du développement, N° 36: promouvoir des sociétés justes, pacifiques et ouvertes à tous, traduit du suédois par Björn Cedersjö